

4 ANS D'ÉCOLOGIE PROTECTRICE



Bilan de mi-mandat du groupe écologiste du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine

ÉDITO



Christine Graval

Co-présidente du
groupe et conseillère
régionale dans la
Vienne



Christine Seguinou

Co-présidente du
groupe et conseillère
régionale en Gironde

Ménager notre territoire

Chères Néo-Aquitaines, chers Néo-Aquitains,

Depuis quatre ans, les élu·es du groupe écologiste, solidaire et citoyen agissent au sein du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine et sur le terrain pour faire avancer un programme ambitieux : celui d'un territoire qu'il faut ménager, au service des habitantes et des habitants, du vivant, de la justice sociale et des solidarités. Dans la plus grande région de France, nous avons porté plus de 80 propositions concrètes et multiplié nos mobilisations dans les territoires pour accompagner les transitions, défendre la biodiversité, lutter contre les inégalités et préparer l'avenir, notamment face aux dérèglements climatiques.

À mi-mandat, notre engagement reste intact. Sur le terrain, aux côtés des citoyen·nes, des associations ou des entreprises, nous agissons pour préserver les ressources, promouvoir les mobilités douces, renforcer le lien social, soutenir la jeunesse, la culture et la vie associative. Partout, nous défendons un aménagement du territoire qui respecte la planète et les humains.

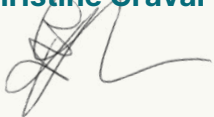
partout en Nouvelle-Aquitaine

Nous plaçons aussi en faveur d'un rééquilibrage entre les zones urbaines, où se concentrent les services, et les zones périphériques et rurales, moins dotées, notamment en transports.

Pour nous l'environnement n'est pas un sujet à part, les enjeux écologiques doivent guider toutes les politiques publiques. Face aux crises multiples – climatique, sociale, démocratique –, nous sommes déterminé·es à continuer à transformer la Nouvelle-Aquitaine pour qu'elle devienne plus protectrice, plus juste, plus solidaire.

Vous trouverez ici un bilan non exhaustif de nos actions sur le terrain et de nos propositions dans l'hémicycle régional.

Christine Graval



Christine Seguin



SOMMAIRE

 La Région	p. 4-5
 Climat & biodiversité	p. 6-7
 Agriculture	p. 8-9
 Justice sociale	p. 10-11
 Transports	p. 12-13
 Économie	p. 14
 Aménagement du territoire	p. 15

Rédaction : Florence Heimbürger avec le groupe écologiste,
solidaire & citoyen
Conception & réalisation graphique : Romane Grammond
Photos : DR
Imprimerie Lestrade Cenon
Septembre 2025

Ne pas jeter sur la voie publique

LES ÉLU·ES ÉCOLOGISTES

Le rôle de la Région et le **travail des élu·es régionaux** sont souvent méconnus : à mi-mandat, nous faisons le point sur nos actions.



19 sur
élu·es écologistes

183
élu·es régionaux



21
séances plénières

334
interventions



30
motions déposées

15
adoptées



58
amendements
déposés

17
questions
orales

PLUS VASTE RÉGION
84 000 KM²

12
DÉPARTEMENTS



6,08 MILLIONS
D'HABITANTS

EN NOUVELLE-AQUITAINE

1^{ÈRE} RÉGION BOISÉE DE FRANCE

2,8 millions d'hectares de forêts



RÉGION FRANÇAISE
& EUROPÉENNE
pour la valeur de sa
PRODUCTION
AGRICOLE



720 KM
DE CÔTES

La Région influence directement votre vie grâce à des compétences renforcées depuis 2016.



Transports



Jeunesse
et lycées



Formation
professionnelle



Aménagement
du territoire



Économie et
industrie



Agriculture et
alimentation



Forêts



Biodiversité, eau,
transition énergétique



Économie sociale
et solidaire



Culture



Lutte contre les
discriminations



Recherche

CLIMAT & BIODIVERSITÉ

PRÉPARER LES TRANSITIONS

Pour protéger la population.

Lutte contre le changement climatique



Face à l'urgence climatique, nous avons obtenu l'adoption d'un **moratoire régional sur l'exploitation de la biomasse forestière** en juin 2025 : nos forêts doivent rester des puits de carbone, non des gisements de bois à exploiter massivement.

Nous avons aussi mené, avec citoyens et associations, un combat de longue haleine contre **huit nouveaux puits de pétrole sur le bassin d'Arcachon**, à La Teste-de-Buch (Gironde). Cela a porté ses fruits : l'État a refusé le projet.



Nous soutenons les **énergies renouvelables, mais pas au détriment des milieux naturels**. Pas d'éoliennes offshore dans les aires marines protégées, ni de coupes rases pour installer des panneaux solaires. C'est pourquoi nous nous sommes opposé-es, entre autres, au mégaprojet photovoltaïque Horizeo (Gironde), qui menace 700 hectares de forêt.

Conditionner les subventions



En mars 2024, nous avons fait adopter un amendement pour une **meilleure prise en compte du changement climatique dans les aides agricoles**. Les fonds publics doivent soutenir les entreprises réellement engagées dans la transition écologique et sociale, en lien avec la formation professionnelle et la création d'emplois durables.



Défense de la faune sauvage



Le **loup** et l'**ours** jouent un **rôle essentiel** dans l'équilibre des écosystèmes : en régulant les herbivores, ils favorisent la régénération des forêts et limitent la propagation de certaines maladies. Nous avons œuvré pour réintroduire et protéger l'ours, tout en encourageant son acceptation par les populations.

S'agissant du loup, les **efforts de cohabitation** doivent être renforcés, et le soutien aux éleveurs aussi, notamment en Limousin.

Une santé globale : humaine, animale, végétale



Notre action politique se focalise aussi sur **la lutte contre les PFAS** (polluants éternels) et les pesticides : des molécules dangereuses pour l'environnement et pour la santé, provoquant par exemple des **clusters de cancers pédiatriques** dans la plaine d'Aunis (Charente-Maritime). La santé des êtres humains, celle des animaux, des plantes et de l'environnement sont intrinsèquement liées. Il faut toutes les préserver.



Protéger la biodiversité, c'est d'abord ne pas la détruire



Nous dénonçons les **projets destructeurs de milieux naturels**, zones humides, espèces végétales et animales : LGV Bordeaux-Toulouse/Dax, usine de dirigeables Flying Whales à Laruscade, raffinerie EMME en zone inondable, plateformes logistiques (Gironde), usine E-CHO de fabrication de carburants à base de bois à Lacq et piste de ski synthétique à Artouste (Pyrénées-Atlantiques), etc.

Nous avons obtenu la **création et l'extension de réserves naturelles régionales** et l'acquisition de terrains par les Conservatoires d'espaces naturels. Des mesures qui permettent de préserver des réservoirs de biodiversité.

AGRICULTURE

ALIMENTATION & EAU

Pour une agriculture rémunératrice et respectueuse du vivant, pour une alimentation saine.

Sortir des pesticides et polluants chimiques



Nous avons fait adopter une motion pour réaffirmer **la sortie des pesticides de synthèse**, y compris du glyphosate, **d'ici 2030**. Sur le terrain, nous sommes aux côtés des citoyen·nes et associations pour soutenir l'Appel de la Rochelle contre les pesticides et nous nous opposons à la loi Duplomb et ses fausses solutions (pesticides, méga-bassines, élevage intensif). L'avenir de l'agriculture française mérite mieux !



Soutien au bio et à l'agroécologie



Nous avons obtenu l'adoption de nos motions appelant à restaurer la santé des sols, renforcer la priorisation du label bio, mettre en place un accompagnement renforcé pour la viticulture girondine en crise.

Nous portons un projet de "conservatoire des terres nourricières" pour **faciliter la préservation et la transmission** du foncier agricole.

Nous souhaitons aussi développer **l'achat bio et local pour les cantines**, expérimenter la sécurité sociale de l'alimentation et offrir des paniers de légumes bio aux femmes enceintes.



Préserver nos forêts face aux dérèglements climatiques



Du Limousin aux Landes de Gascogne jusqu'au massif des Pyrénées, nous sommes aux côtés d'associations et collectifs de citoyen·nes **contre les coupes rases**, les méga-scieries et les projets industriels démesurés qui reposent sur l'exploitation à outrance des ressources forestières, au risque de menacer la biodiversité et de déstabiliser la filière forêt-bois.

Nous portons un projet de **Rencontres régionales sur la forêt**, afin d'ouvrir le dialogue entre les différents acteurs régionaux pour partager et faire émerger des solutions de préservation et d'adaptation.



Nous nous mobilisons constamment aux côtés d'associations et de citoyen·nes pour un partage équitable et durable de l'eau : présence dans les instances de gouvernance de la gestion de l'eau, implication dans le Projet territorial de gestion de l'eau (PTGE) d'initiative citoyenne du bassin du Clain, manifestations contre les **méga-bassines** ; lutte contre l'implantation d'une usine à saumons **Pure Salmon** (Gironde), alerte sur l'urbanisation à outrance sur le Bassin d'Arcachon, cause de pollution et de contamination des huîtres...

Nous avons proposé et soutenons les démarches pour la reconnaissance des **Droits des fleuves** de notre région : Charente, Garonne, Adour, Dordogne. Objectif : mieux préserver leur biodiversité, restaurer les écosystèmes, mieux protéger la santé humaine, garantir l'eau potable et les activités locales.



JUSTICE SOCIALE

JEUNESSE & CULTURE

En quatre ans, nous avons œuvré pour améliorer le quotidien des jeunes et renforcer le lien social.

Gratuité des protections périodiques



Depuis 2023, notre proposition de **gratuité des protections périodiques** dans les lycées a été mise en œuvre. La précarité menstruelle est une réalité pour près de 2 millions de femmes en France.

Santé mentale des jeunes : cause régionale



Notre proposition de faire de la **santé mentale des jeunes** une cause régionale a été adoptée par notre assemblée. Cela permettrait d'enclencher un plan ambitieux dans les lycées : prévention, diagnostic, accès aux soins. Un pas important pour répondre à l'urgence sanitaire et sociale.

Végétaliser les lycées



Autre réussite : **la débitumisation** et la **végétalisation** ont commencé dans nos établissements scolaires pour les adapter au réchauffement climatique et y restaurer la biodiversité.



Soutenir les universités et les étudiants



Face au désengagement de l'État, nous avons incité la Région à réaffirmer son soutien à l'enseignement supérieur et à son maillage territorial. Nous demandons la création d'une allocation d'autonomie pour lutter **contre la précarité étudiante**.

Par ailleurs, nous militons pour la fin des frais de scolarité différenciés entre étudiants étrangers extra-communautaires et étudiants européens, dans certaines de nos universités. C'est une source d'inégalités et cela nuit au rayonnement international de notre région.

Renforcer la vie associative



Face aux coupes budgétaires, **nous défendons le tissu associatif**, malmené et pourtant essentiel à la vie sociale, culturelle, sportive, environnementale et démocratique. En Nouvelle-Aquitaine, les associations emploient 160 000 personnes et mobilisent 1,2 million de bénévoles.

Nous avons proposé un **fonds d'urgence pour les associations** les plus en difficulté, des prêts de trésorerie et une réunion d'urgence de la Conférence territoriale de l'action publique, pour que toutes les collectivités prennent leurs responsabilités.

Agir contre les violences sexistes et sexuelles



Nous nous sommes aussi mobilisés sur le terrain ou via des communiqués de presse pour **la lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS)**. Les élu-es du groupe se sont formé-es volontairement à la lutte contre les VSS et s'engagent activement comme actrices et acteurs de leur prévention.



Lutte contre les discriminations



L'heure est au combat contre **toute forme de discrimination**. Nous prenons part aux mobilisations pour défendre les droits humains et la démocratie, pour faire barrage aux discours haineux et au racisme.

Nous avons notamment soutenu l'association Mémoires-et-Partages dans son action pour changer le nom du quartier « La négresse » à Biarritz, une appellation raciste et sexiste.

Les valeurs et la devise de la République - liberté, égalité, fraternité - doivent être réaffirmées sans relâche.

TRANSPORTS

POUR UN DROIT À LA MOBILITÉ

Nous nous battons pour un réseau de mobilités durables et efficaces dans tous les territoires.

LGV Non merci !



Nous sommes très présent-es lors des mobilisations contre les nouvelles lignes à grande vitesse, organisées en Gironde, Lot-et-Garonne et au Pays Basque. Nous portons **une alternative claire au projet de LGV Bordeaux-Toulouse-Dax : moderniser les lignes existantes !** Les 14 milliards prévus pour ce grand projet inutile et destructeur doivent plutôt être utilisés pour rénover et développer l'ensemble de notre réseau ferroviaire régional.



Priorité aux trains du quotidien et au fret ferroviaire



Le train contribue à la lutte contre les dérèglements climatiques et la pollution atmosphérique. Il permet aussi de connecter les territoires entre eux, de faciliter l'emploi et la formation mais aussi la culture et le tourisme.

Nous œuvrons sans relâche :

- Pour la **réouverture des lignes** Angoulême-Limoges, Busseau-Felletin et Blaye-Saint-Mariens et pour la relance du train de nuit Bordeaux-Lyon ;
- Aux côtés de citoyen·nes, collectifs, associations et cheminot·es, lors de différentes mobilisations pour **sauver des lignes** comme Brive-Objat-St Yrieix-Limoges (BOPSYL) ou les Sables d'Olonne-Thouars

- À bord du “Train de la colère” pour la **défense de la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse (POLT)** : augmentation des fréquences, baisse du temps de parcours ;
- **Pour que l’État respecte ses engagements** financiers et assume pleinement ses responsabilités en matière d’entretien et de modernisation du réseau ferroviaire, pour qu’il débloque des moyens afin de réellement développer le fret ferroviaire.

Stop aux hausses des tarifs



Nous nous **sommes opposé-es aux augmentations répétées des tarifs pour les trains express régionaux (TER)** et à **l’ouverture à la concurrence** qui menace l’égalité d’accès aux transports ferroviaires. Il faut un service public fort, performant et de qualité, et des tarifs attractifs.

Soutenir les mobilités douces



Nous proposons de fournir un **vélo à chaque lycéen-ne et apprenti-e** pour réduire la sédentarité, les coûts de transport et les émissions de gaz à effet de serre. Nous soutenons les contrats de mobilité qui aident les communautés de communes à développer les plans vélo ou le transport à la demande.



ÉCONOMIE

EMPLOI & FORMATION

Pour une bifurcation écologique de l'économie régionale.

Une économie régionale résiliente et solidaire



Nous défendons une économie ancrée dans les territoires, sobre en ressources et respectueuse des limites planétaires. L'argent public doit soutenir les transitions écologiques et sociales. Nous exigeons la mise en place systématique de critères d'éco-socio-conditionnalité pour garantir un **usage responsable des fonds publics**.

Nous plaçons pour un **soutien pérenne à l'économie sociale et solidaire** (coopératives, associations...), qui crée des emplois locaux et renforce la cohésion sociale. Ces structures doivent bénéficier d'aides pluriannuelles plutôt que d'être soumises à des appels à projets annuels.

La Région devrait **mieux équilibrer les financements** qu'elle accorde entre structures de l'économie sociale et solidaire (ESS), TPE-PME et grandes entreprises, en faveur de l'émergence de structures à taille humaine et d'un maillage renforcé de tous les territoires.

"Tour de France de l'industrie réellement verte"



Début 2025, nous avons parcouru la région avec le député Charles Fournier pour rencontrer les **entreprises et salarié-es qui inventent l'industrie de demain**. Nous souhaitons poursuivre ces échanges avec des entreprises, salarié-es, associations et syndicats qui façonnent l'industrie en tentant de relever les défis écologiques et sociaux de notre époque.



DANS L'HÉMICYCLE RÉGIONAL



VISITE DES USINES À LIGUGÉ (89)



VISITE DE L'USINE ADAM (33)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

SOBRIÉTÉ, SOLIDARITÉ & ÉQUILIBRE

Vers le Zéro artificialisation nette (ZAN)



Nous défendons un aménagement du **territoire fondé sur la sobriété**, la préservation des ressources naturelles et l'équilibre entre les territoires. Cela implique de limiter l'artificialisation des sols, de protéger les terres agricoles



et naturelles, et d'accompagner les collectivités vers l'objectif de Zéro artificialisation nette (ZAN).

Un aménagement juste nécessite une **répartition équitable et transparente** des aides régionales, notamment en faveur des **zones rurales** et des **petites communes**. Cela suppose aussi de renforcer l'ingénierie locale en dotant les communautés de communes et les structures locales des moyens humains et techniques nécessaires pour porter des projets cohérents, durables et adaptés aux réalités locales.

Investir pour l'avenir de chaque territoire



Nous défendons une **approche intégrée de l'aménagement**, qui inclut l'accès aux services publics, la gestion des déchets et la préservation des continuités écologiques. Les trames vertes et bleues, qui permettent à la faune et à la flore de se déplacer et de se reproduire, doivent rester connectées entre elles pour maintenir la biodiversité.

ET MAINTENANT ?

Nous, élu-es, comment pouvons-nous **vous aider** ?

Nous sommes des « **haut-parleurs citoyens** », au service des citoyen·nes, associations, entreprises et autres structures. N'hésitez pas à nous solliciter pour toute demande en lien avec les compétences de la Région.

Ensemble, poursuivons la construction d'une Nouvelle-Aquitaine **solidaire, écologique et démocratique**, au service du vivant et des habitant·es !



RESTONS EN CONTACT EN UN SEUL CLIC



Scannez ce QR code
ou rendez-vous sur
<https://ecologistes-nouvelle-aquitaine.fr/>



De gauche à droite et de bas en haut :

Nicolas Gamache (79), Vital Baude (33), Katia Bourdin (17), Anne-Laure Bedu (33), Jean-François Blanco (64), Christine Seguinou (33), Maryse Combres (47), Sophie Bussiere (64)
Emilie Sarrazin (33), Thierry Perreau (86), Marilyne Forgeneuf (24), Stéphane Trifiletti (17), Christine Graval (86), Amandine Dewaele (19), Laurence Motoman (40)
Karfa Diallo (33), Jean-Louis Pagès (87), Françoise Coutant (16), Didier Damestoy (64)

